

□ Résolution de politique générale

La France, comme toutes les autres nations industrielles, connaît les effets de l'accélération prodigieuse du rythme des découvertes scientifiques et de l'évolution des techniques. Cette accélération crée une véritable crise de civilisation et aggrave toutes les contradictions de la société. Elle accentue le risque de voir les pays d'Europe occidentale tomber dans la dépendance de la puissance américaine. D'où la nécessité d'une transformation de structures économiques et sociales, de la planification comme des structures politiques.

Le régime gaulliste prétend vouloir procéder à cette transformation. Mais les solutions qu'il met en avant sont obérées par ses liens avec le grand capitalisme et par les procédés autoritaires et technocratiques qui sont les siens.

C'est ce qui explique l'ampleur des révoltes et des contestations auxquelles se heurte désormais le régime. Le mécontentement atteint non seulement la classe ouvrière et une large fraction de la paysannerie, non seulement des régions entières livrées au sous-emploi mais il a pris, grâce à la résistance des étudiants, le caractère d'un grand mouvement de masse de type nouveau.

La Gauche peut et doit traduire en termes politiques globaux ce mouvement de mécontentement : c'est une des conditions de sa victoire. C'est pourquoi elle ne doit pas s'en tenir aux formules d'hier. Pour que sa victoire ne soit pas aussi éphémère que celles qu'elle a remportées dans le passé, la Gauche doit apporter de véritables réponses aux problèmes historiques qui sont posés à la société française comme à celle des autres pays de l'Europe de l'Ouest ou de l'Est, notamment en Tchécoslovaquie.

Elle doit donc faire des choix et discuter de ces choix avec la population. Sa démarche, à l'opposé de la méthode gaulliste, doit être celle de la participation de la base aux décisions qui la concernent. C'est celle mise en avant par les groupements et colloques régionaux, associations culturelles, militants syndicalistes et de la jeunesse. C'est une des significations profondes du mouvement étudiant de ces derniers jours.

Dans ce contexte, doivent être aujourd'hui définis les objectifs d'une politique socialiste. Il est clair que la réalisation de cette politique est liée à l'évolution des forces de Gauche. Des idées et des propositions qui avaient pour objet de hâter cette évolution ont été mises en avant par différents courants de la Gauche. L'effort constructif de recherche et de

renouvellement auquel les uns et les autres ont participé depuis une dizaine d'années doit ouvrir une nouvelle perspective historique : celle d'une France récusant l'ordre établi et d'une Europe socialiste et démocratique dégagée de l'impérialisme.

Dans ces conditions, le P.S.U. est prêt à participer à toute nouvelle rencontre destinée à faire avancer les idées sur des points qu'il considère comme importants, étant entendu qu'il ne s'agira pas d'assemblées comportant des liens organiques entre leurs membres ou supposant une solidarité politique préalable.

En effet, en même temps que de telles rencontres, le P.S.U. entend poursuivre la discussion du programme commun avec le P.C. et avec la F.G.D.S. Il ne peut, s'agissant de cette dernière organisation, préjuger, par un accord de programme avec une de ses familles, de l'accord qu'il recherche avec la F.G.D.S. tout entière.

Pour ce qui concerne les rencontres en préparation, le P.S.U. souligne qu'à ses yeux ces rencontres sont d'autant plus positives qu'elles rassemblent une participation plus large. La présence de membres du mouvement syndical est à cet égard importante, et pour cette raison le C.P.N. donne mandat au B.N. de répondre positivement à l'invitation adressée par André Jeanson à divers membres du Parti.

De même les rencontres de Grenoble, au sein desquelles le P.S.U. a de nombreuses fois travaillé avec divers groupes et personnalités parmi lesquelles des syndicalistes, demeurent une structure de dialogue utile, et qui peut servir de cadre à de nouveaux travaux.

Dans la mesure cependant où certains des thèmes dont la discussion apparaît urgente n'intéresseraient pas tout le mouvement syndical, d'autres initiatives sont possibles. Le colloque de Cachan a montré que l'élargissement de la lutte pour le socialisme au niveau européen était une tâche urgente. Le C.P.N. donne mandat au Bureau national de prendre en France et à l'étranger les contacts nécessaires pour que se tiennent dès que possible une confrontation des forces socialistes de Gauche sur les formes et les modalités de la lutte socialiste en Europe, face au modèle de société américain ; confrontation qui devrait être éclairée par des informations sur les perspectives des forces socialistes dans les pays du Marché commun, et sur les expériences qui se déroulent à l'Est, notamment en Tchécoslovaquie.

□ Solidarité avec l'U.N.E.F.

Face à la répression policière, le COMITE POLITIQUE NATIONAL du P.S.U. appelle tous les

travailleurs à manifester leur soutien aux étudiants et à leur syndicat l'U.N.E.F.

Le P.S.U. estime que le soutien des luttes étudiantes implique également des actions concrètes.

Pour sa part, il décide d'ouvrir une souscription nationale de solidarité avec le mouvement étudiant. Il invite ses militants à se mobiliser pour donner à cette action un large écho.

Les fonds sont à verser à : P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 14 020 44. Avec la mention : SOLIDARITE U.N.E.F.

Premiers exemples

Dans la région parisienne, il a déjà été recueilli plus de 3 millions d'anciens francs, dans les journées de dimanche et lundi.

Au cours de la réunion du C.P.N., 62.000 anciens francs ont été versés à la souscription. A Saint-Dié, à l'occasion des journées de l'Ecole Laïque, la collecte à l'initiative de notre section a rapporté 135.000 anciens francs.



N° 372 / 16 mai 1968

Page 10